

BUREAU DE LA COORDINATION
ECONOMIQUE

PRESENTATION ET BUDGET DES PROJETS 1965/1966

PROJET N° 85-01

Titre du projet: Travaux Publics - Services consultatifs
et opérationnels.

I. DESCRIPTION DU PROJET

a) Domaine d'application des Travaux Publics

On sait que le réseau des ouvrages publics du Congo sur lequel s'étend la compétence du Département des Travaux Publics comporte notamment :

- 160.000 kms de routes et pistes de toutes catégories, dont environ 1.600 kms de chaussée revêtue, soit 1% du total.
- 13.000 kms de voies navigables, plus l'équipement d'infrastructure portuaire et de balisage, ainsi qu'une centaine d'unités flottantes d'entretien correspondantes.
- d'importants réseaux de voirie urbaine, avec les installations de production et de distribution d'eau potable et d'énergie électrique des services publics assurés par les organes parastataux REGIDESO, FORCES et COLECTRIC principalement.
- un réseau d'ateliers d'entretien du parc automobile administratif, implantés sur l'ensemble du pays, et organisés au moment de l'Indépendance pour assurer la maintenance d'environ 12.000 automobiles, pick-up, camions et engins mécanisés de toute nature.

.../...

- de nombreux et importants lots de bâtiments civils, groupes scolaires, complexes hospitaliers, cités de logements africains, etc...

L'ampleur des problèmes d'urbanisme s'est trouvée accentuée par l'accroissement considérable des populations depuis les événements, comme le montrent les chiffres suivants :

<u>Villes</u>	<u>Population</u>	
	<u>recensée en 1957</u>	<u>estimée en 1964</u>
Léopoldville	290.000	1.250.000
Elisabethville	156.000	230.000
Stanleyville	66.240	95.000
Luluabourg	57.550	110.000
Coquilhatville	32.610	85.000
Bukavu	31.050	63.000

Ajoutons enfin que les interventions du Département des Travaux Publics sont sollicitées fréquemment en matière d'infrastructure aéronautique et d'infrastructure de chemin de fer, bien que ces ouvrages relèvent administrativement du Département des Transports et Communications.

b) Incidence des événements sur l'état des ouvrages

De nombreux ouvrages ont souffert des événements qui ont suivi l'Indépendance, soit par défaut d'entretien (ensablement des voies d'eau, détérioration de l'état des routes, etc...), soit par destructions volontaires (ponts et installations électriques du Katanga), soit encore à la suite des pluies particulièrement abondantes au cours des saisons 1962 et 1963: hautes eaux exceptionnelles des lacs Tanganika, Moero, Albert, Edouard et de toutes les rivières du bassin du Congo, d'où inondations qui causent de graves préjudices à la vie économique du pays.

c) Les ressources du Département des Travaux Publics

Face à ces immenses problèmes, le Département des Travaux Publics ne possède encore que des moyens d'action réduits.

Avant l'Indépendance, la Direction Générale des Travaux Publics disposait de 1.044 postes budgétaires sur lesquels environ 800 étaient occupés effectivement par des ingénieurs et techniciens belges hautement qualifiés. Les événements de 1960 ont désorganisé l'Administration Congolaise, et la

.../...

plupart des fonctionnaires belges sont partis définitivement. Il ne reste plus aujourd'hui qu'un petit nombre de conseillers techniques, tout à fait insuffisant pour faire face à des besoins accrus. Les fonctionnaires congolais, malgré leur bonne volonté, se trouvaient en général peu préparés à l'exercice des responsabilités qui leur incombent.

d) La mission T.P. ONUC

Sur la demande du Gouvernement Congolais, l'ONUC avait d'abord reçu pour mission, en septembre 1960, de mettre en place une petite équipe d'experts qualifiés destinés à aider les nouveaux chefs de service dans leurs responsabilités. La compétence et l'affectation de ces experts ont fait, bien entendu, l'objet d'un accord systématique entre l'ONUC et le Gouvernement Congolais préalablement à tout recrutement. Le projet d'assistance technique au Ministère des Travaux Publics codé 85-01, comprenait jusqu'en 1962, 16 postes, passés à 24 au début de 1963, puis à 44 en Septembre 1963, et enfin à 53 pour l'année 1964.

Ces projets successifs ont tenu compte des diverses suggestions de l'époque à laquelle ils ont été bâtis, et principalement du fait que les services des Travaux Publics de l'intérieur du Congo ne se trouvaient encore prêts, ni administrativement, ni techniquement, à tirer pleinement parti d'une assistance plus massive.

En 1964, la requête du Gouvernement Congolais a porté sur 196 experts de Travaux Publics. Malheureusement, les limitations d'ordre budgétaire n'ont pas permis de mettre en oeuvre un programme de cette importance.

En fait, les 53 postes budgétaires inscrits en 1964 sont ventilés de la manière suivante :

- Contribution du Gouvernement Congolais (sur fonds de contrepartie)	20
- Contribution du budget PRO-AG	32
- Bureau de l'Assistance Technique ONU..	1
	<hr/>
TOTAL :	53

.../...

c) Les réalisations effectuées dans le cadre du programme
T.I. ONUC

A l'origine, les programmes des Travaux Publics ONUC ont eu essentiellement pour objet la résorption du chômage qui s'était étendu dans les centres urbains surpeuplés d'indigènes que les conditions d'insécurité avaient chassés de leurs villages.

Depuis le mois d'août 1962, à la faveur d'un retour progressif à la sécurité, les programmes des travaux ONUC financés sur Fonds de Contrepartie devaient cependant permettre le lancement successif de plusieurs opérations nouvelles plus importantes: études et construction de tronçons de routes neuves (Popokabaka, Matadi-Boma, L'ville-Kasenga, route de l'Ituri), remise en état de tronçons de route endommagés (Bukavu-Kalundu, Stanleyville-Bukavu, Léo-Kenge, Léo-Kasangulu, etc...), construction de nombreux bâtiments scolaires (ENDA, INBTP, Ecoles Secondaires, etc...), aménagement d'installations portuaires (Matadi, Boma, Bumba, Albertville). En outre, un appel massif au travail manuel d'entretien des routes en terre a permis d'améliorer l'état d'environ 10.000 kms d'entre elles entre le 1er Octobre 1962 et le 31 Mars 1964.

Au courant de l'année 1963, un programme de travaux (série D) portant sur près de 1 milliard de francs congolais, devait être élaboré. Ce document fut approuvé par le Comité Consultatif des Fonds de Contrepartie AID, le 25 Mars 1963, suivi d'autres opérations particulières approuvées successivement par le Comité (série E).

Une importante fraction de ce programme d'ensemble, portant sur près de 815 millions de francs congolais, a pu être mise en exécution dès avant le 1er Novembre 1963. La dévaluation a entraîné un réajustement provisoire de 760.600.000 francs congolais destiné à permettre la continuation de ces opérations.

On trouve notamment dans les programmes D et E la reconstruction de quinze ouvrages d'art démolis au Katanga pendant les événements de Décembre 1962/Janvier 1963, les travaux de protection de la Centrale Hydro-électrique de Bondera, près d'Albertville, l'ouverture de nombreux chantiers de constructions scolaires urgentes, l'extension de l'aérodrome de Goma, la stabilisation de glissements de terrain et la reconstruction d'un pont de 30 m d'ouverture affouillé par les eaux au Kilomètre 23 sur la route Boma-Tshela, etc...

.../...

D'autres projets importants ont pu également être mis à l'étude, suivis d'un début de réalisation immédiate: travaux de dragage de la rivière Lukuga destinés à abaisser le niveau des eaux du lac Tanganika, construction du nouveau port de Coq-Bolenge, réouverture au trafic (7 Juillet) et réparation des graves dommages causés en Avril 1963 à la route Bukavu-Usumbura par des crues d'une violence exceptionnelle, élaboration du projet puis lancement de l'appel d'offre relatif à la reconstruction du pont de Kongolo, etc...

Sur le plan du chômage, les chantiers des Travaux Publics ONUC ont vu les effectifs atteindre 2.500 travailleurs en Janvier 1962. En Janvier 1963, le nombre des travailleurs passait à 9.100 et, en Juillet 1963, dépassait 13.000. En Février 1964, le nombre de travailleurs dépassait encore 11.000, malgré l'épuisement partiel des ressources du Titre II de l'AID. Ces chiffres illustrent l'intérêt social du développement des projets de Travaux Publics dont, par ailleurs, les effets bénéfiques sur l'économie du pays sont nombreux.

f) Ampleur des programmes de travaux et insuffisance numérique des cadres

Le fait que les résultats résumés ci-dessus aient pu être obtenus au moyen d'une équipe comprenant en réalité en Mars 1963 une trentaine d'experts ONUC travaillant en collaboration avec les fonctionnaires de l'Administration Congolaise, ne saurait masquer toutefois le caractère alarmant de l'insuffisance numérique des cadres administratifs hautement qualifiés, non plus que la nécessité de rechercher, par tous les moyens, à accroître davantage le volume des travaux d'intérêt public.

e) Les propositions du Gouvernement Congolais

C'est pourquoi le Ministre des Travaux Publics présentait au Chef des Opérations Civiles, dès le 15 Juin 1962, une demande portant sur l'envoi au Congo de 180 experts des Travaux Publics. Cette demande a fait l'objet, pendant plusieurs mois, d'une instruction approfondie ainsi que de nombreux échanges de vues entre le Gouvernement Central (Travaux Publics, Fonction Publique), le Chef des Opérations Civiles et la Section ONUC des Travaux Publics.

.../...

Compte tenu des experts subsistant au titre Assistance Bilatérale, et de l'ampleur accrue des travaux à entreprendre, le Ministre des Travaux Publics, dans son Mémoire du 11 Janvier 1963, fixait à 171 unités le nombre d'experts dont il demandait le recrutement, outre les 21 experts du projet 85-01, plus 4 experts du projet 10-10, soit un total de 196 unités.

Un organigramme détaillé a ensuite été bâti pour la mise en place de chacun de ces experts, avec l'accord du Ministre des Travaux Publics, et le projet 85-01 élargi, portant sur 196 unités, a finalement été agréé par le Premier Ministre par lettre 828 du 5 Avril 1963 adressée au Chef des Opérations Civiles, puis par le Siège des Nations Unies dans le cadre du réajustement du Programme 1963.

Malheureusement, on a vu que des restrictions d'ordre budgétaire ont limité à 53 le nombre total de postes budgétaires d'experts approuvés au titre de l'année 1964.

Le Gouvernement Congolais n'en estime pas moins nécessaire de maintenir intégralement, au titre de l'exercice 1965, le programme demandé l'année précédente et portant sur le concours de 196 experts de Travaux Publics.

II. OBJECTIFS

- a) Remise en état de l'infrastructure des voies navigables, voies ferrées et feeders routiers reliant directement les régions productrices aux voies précédentes. Entretien des mouillages et balisage des voies d'eau, entretien courant du réseau routier national et provincial.

L'existence d'un réseau de bonnes voies de communications terrestres constitue le préalable impératif à la remise en ordre des structures administratives et économiques du pays. La relance de l'activité agricole et le développement du potentiel des immenses richesses naturelles du pays ne sont possibles que dans la mesure où les voies d'accès et de débouchés sont praticables sans difficulté.

- b) Lutte contre le chômage et détente de l'atmosphère sociale, en procurant à des milliers de travailleurs des emplois stables et convenablement rémunérés.
- c) Formation à la faveur d'expériences concrètes, des jeunes cadres Congolais de l'Administration des Travaux Publics, en plein exercice de leurs responsabilités nouvelles.

- d) Accroissement du rythme de construction des Ecoles Supérieures Secondaires et Techniques, aussi bien à Léopoldville qu'en Province, en vue de disposer des locaux favorables à la formation intellectuelle, professionnelle ou technique des futures élites du pays.

A noter que des résultats spectaculaires ont déjà été obtenus dans ce domaine, sous l'impulsion dynamique de l'Architecte UNISCO placé à la disposition du Ministre des Travaux Publics, depuis Septembre 1962.

- e) Développement de l'équipement énergétique du pays, dans le but de favoriser l'installation de complexes industriels gros consommateurs d'énergie à bon marché, susceptibles de fixer une main d'oeuvre abondante et soucieuse de montrer son aptitude au travail.
- f) Achèvement d'un certain nombre de formations hospitalières dont la construction ou la mise en service a été stoppée après l'Indépendance.
- g) Construction de logements économiques nécessaires pour faire face à l'accroissement accéléré des populations urbaines.
- h) Création ou études d'aménagement urbain des chefs-lieux administratifs des nouvelles provinces.
- i) Travaux de lutte contre les inondations dues à la pluviométrie exceptionnelle des dernières années qui a entraîné un relèvement du niveau de la plupart des nappes d'eau de la République.
- j) Remise en ordre du réseau des ateliers d'entretien mécanisé du parc automobile et engins lourds de l'Etat.

III. MAINTIEN ET EXTENSION DES SERVICES APPORTES PAR L'ONUC

Le Gouvernement Congolais, après avoir demandé que le programme élargi d'assistance technique ONUC des Travaux Publics porte sur la fourniture en 1964, de 196 experts, confirme sa volonté de maintenir intégralement ce chiffre pour 1965, compte tenu des délais de recrutement et de mise en place de chacun de ces experts ainsi que du temps nécessaire pour la formation des collaborateurs Congolais susceptibles de leur être substitués.

.../...

Il est rappelé à cet égard que le Gouvernement Congolais a participé, par le canal des ressources des Fonds de Contrepartie AID, au coût de vingt experts de Travaux Publics ONUC pendant l'année 1964, jusqu'à concurrence de la somme maximum de 240.000 dollars.

Il est projeté la même contribution du Gouvernement Congolais pendant l'année 1965, sur les mêmes ressources budgétaires, et pour autant que le nombre des postes d'experts de Travaux Publics financés sur les aides extérieures ne soit aucunement réduit par rapport au programme approuvé en 1964.

IV. L'ORGANISATION DES SERVICES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ONUC

Concernant les 196 unités requises par le Gouvernement Congolais, il est prévu l'organisation schématique suivante: 16 experts constitueront l'équipe de conseillers ONUC proprement dits, 40 seront affectés aux différents services du Gouvernement Central, et 140 seront répartis à l'intérieur des provinces. Un bref tour d'horizon de l'état de l'infrastructure des réseaux de voies de communication et de l'entretien de la plupart des ouvrages d'intérêt public existant au Congo, suffit pour être saisi de l'importance des problèmes posés par la remise en ordre des structures des services techniques de l'Administration des Travaux Publics. Il confirme également le caractère modeste des données numériques précédentes comparées aux effectifs d'avant l'Indépendance.

1. Section des Travaux Publics ONUC

Celle-ci devra être maintenue avec un effectif minimum qui comprendra, en principe, 16 experts dont le rôle sera le suivant :

- a) Conseiller Technique pour l'ensemble des projets de Travaux Publics qui lui seront présentés, organisation et coordination du recrutement des experts destinés à être intégrés à l'Administration Congolaise. Il est prévu, outre le Chef de Section, un expert spécialisé dans chacune des disciplines techniques des Travaux Publics, et un expert intitulé Ingénieur en Charge pour chacune des six anciennes provinces du Congo.

.../...

- b) Interventions opérationnelles, auxquelles il sera fait appel lorsqu'un besoin urgent ou exceptionnel apparaîtra à un stade quelconque de l'organisation générale des Travaux Publics, afin de se substituer ou de renforcer l'organe défaillant. Il convient de préciser que l'organigramme général du personnel des Travaux Publics a été bâti en fonction d'un nombre d'experts minimum en-dessous duquel il ne serait pas possible de généraliser une action de service public en province.
 - c) Organe de liaison, de contrôle et d'études, entre le Ministre des Travaux Publics du Gouvernement Central et les cellules techniques provinciales chargées de l'instruction des affaires au premier et au second degré, Subdivisions et Arrondissements.
 - d) Relais administratifs par lequel transiteront les experts recrutés au titre de l'ONUC en vue d'être mis à la disposition du Ministère des Travaux Publics.
 - e) Contrôle technique et financier des opérations d'investissement de Travaux Publics financés par le canal de l'ONUC.
2. Services opérationnels - Gouvernement Central - Ministère des Travaux Publics
- a) Secrétariat Général et Directions

L'ossature administrative actuelle est conservée, mais le nombre total des experts passera de 33 à 70, étant entendu que les experts belges actuellement présents au titre d'une assistance bilatérale, sont supposés être maintenus à leurs postes. A noter que plusieurs agents des services centraux, notamment pour la Direction des Voies Navigables ou celle de la Mécanisation, seront appelés à servir en province.

Ces 70 experts, soigneusement sélectionnés sur le plan des qualifications professionnelles, seront nécessaires et suffisants pour faire face aux besoins divers susceptibles d'apparaître, à l'échelon central dans le Secteur des Travaux Publics, dans l'hypothèse d'un budget d'entretien ou d'investissement d'un volume comparable à celui actuellement projeté pour 1964. L'organigramme joint en annexe montre l'affectation projetée pour chacun des 70 experts et révèle que l'intégration de ces experts au sein de chacune des six Directions du Département des Travaux Publics du Gouvernement Central est supposée bien acquise.

Les fruits des expériences faites à cet égard depuis le mois de Septembre 1962 autorisent à affirmer que cette formule, longtemps souhaitée, est entrée dans la phase des réalisations. Il faut souligner à cette occasion l'esprit de franche coopération qui anime les relations entre les hauts fonctionnaires de l'Administration Congolaise des Travaux Publics et les experts chargés de Services opérationnels conjointement à leurs attributions de conseillers.

Dans un souci de meilleure efficacité d'action, et dans le but d'alléger les lourdes tâches qui incombent aux fonctionnaires de l'Administration Congolaise, le Gouvernement prévoit dorénavant que les experts seront systématiquement chargés de responsabilité d'exécution directe et clairement définie, allant au-delà de fonctions purement consultatives, et portant soit sur des affaires ou questions particulières, soit même sur un secteur du Service. Dans ce dernier cas, les experts seront obligatoirement dotés d'un Adjoint Congolais dont ils devront assurer la formation en vue d'être remplacés ultérieurement par lui.

En outre, le Gouvernement Congolais estime souhaitable que les experts aient une activité coordonnée sous le contrôle du Conseiller à compétence générale placé auprès du Ministre et du Secrétaire Général.

b) Provinces

i) Le milieu administratif

Le nombre élevé des nouvelles provinces, la diversité des problèmes des Travaux Publics, ainsi que les aléas du bon fonctionnement des structures administratives Congolaises, rendraient prématuré l'établissement d'une liaison directe systématique entre chacune des provinces et le Secrétariat Général des Travaux Publics du Gouvernement Central.

Au surplus, la préoccupation de fournir aux experts les conditions de travail optimum, associée à la nécessité du contrôle de la qualité des services que le Gouvernement attend d'eux, conduit à différer leur intégration pure et simple au sein des structures administratives locales.

.../...

ii) Les Subdivisions

A partir des données limitatives fondamentales précédentes, le Gouvernement Central prévoit pour chaque province la constitution d'une cellule technique dotée d'une certaine autonomie administrative locale, et appelée "Subdivision des Travaux Publics". Celle-ci sera momentanément appuyée sur l'administration civile de l'ONUC. D'une part, la Subdivision sera directement responsable de l'exécution des tâches dictées par le Gouvernement Central et, d'autre part, elle agira en qualité de conseiller technique de Travaux Publics au premier degré, auprès du Gouvernement de la province intéressée. Ces cellules techniques provinciales, ou subdivisions, seront composées du personnel suivant :

- 1 Ingénieur Technicien, Chef de Subdivision
- 1 ou 2 Techniciens Civils
- 2 Mécaniciens motoristes

iii) Les Arrondissements

Les subdivisions seront groupées par anciennes provinces et relèveront du Gouvernement Central par l'intermédiaire d'une cellule plus importante, appelée Arrondissement. Celui-ci sera installé en principe au Chef-lieu des anciennes provinces.

Les cellules d'arrondissement, également appuyées sur l'Administration civile ONUC, seront rattachées au Gouvernement Central d'une part, et au Gouvernement Provincial, d'autre part, soit directement, soit par l'intermédiaire du Commissaire extraordinaire. En outre, les arrondissements resteront en permanence reliés aux Opérations Civiles de l'ONUC par le réseau interne des communications ONUC.

Les arrondissements, au nombre de six, comprendront chacun :

- 1 Ingénieur Civil, Chef d'Arrondissement
- 1 Ingénieur Technicien Adjoint
- 1 ou 2 Techniciens
- 1 Ingénieur Chef de garage Mécanisation
- 3 Mécaniciens

.../...

Les arrondissements exerceront une triple fonction :

- agents d'exécution responsables des opérations réalisées pour le compte du Gouvernement Central;
- conseillers techniques de Travaux Publics des provinces au second degré;
- commandement et contrôle des Subdivisions.

L'organigramme joint en annexe illustre l'organisation de principe qui vient d'être définie. Celle-ci est immédiatement applicable parce qu'appuyée simultanément sur la structure administrative Congolaise et sur l'organisation des services civils de l'ONUC. Elle laisse le champ libre à une intégration progressive plus poussée des cellules au niveau des provinces, en fonction des contingences ou des facilités locales.

La mise en place de cet organigramme comprendra deux étapes conditionnées par l'évolution des possibilités budgétaires :

- Première étape: Dans l'immédiat, le nombre des experts présents, de l'ordre de 35, conduit à surseoir la création des subdivisions et des arrondissements sous la forme exprimée ci-dessus.
En fait, les experts sont actuellement soit intégrés aux services Directionnels du Gouvernement Central, soit affectés auprès des futures cellules d'arrondissement des chefs-lieux des anciennes provinces sous la tutelle du Ministre des Travaux Publics du Gouvernement Central, tout en restant subordonnés à la hiérarchie ONUC.
- Seconde étape: A mesure que les effectifs d'experts s'accroîtront, l'Assistance Technique auprès des Directions du Gouvernement Central sera renforcée en priorité. Ensuite, les cellules d'arrondissement seront étoffées, puis éclateront progressivement pour donner lieu à la formation des subdivisions.

Les précédentes propositions tiennent compte des quelques 40 experts T.P. Belges subsistant à l'intérieur des provinces au titre "Assistance Bilatérale" aussi bien que de certains projets d'Assistance Technique Bilatérale en cours d'élaboration. Le Gouvernement Central considère indispensable le maintien de l'assistance

.../...

de ces experts et souhaite les associer à l'organisation générale définie ci-dessus. Le surnombre n'est pas à craindre du fait de l'immensité des besoins auxquels le présent programme ne vise à satisfaire que partiellement.

3. Formation

a) Projet 39-85-02 - Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics

i) La Section des Travaux Publics a pris l'initiative, en 1961, de la création de l'Institut National du Bâtiment des Travaux Publics codé sous le titre du projet 39-85-02.

L'objectif de ce projet est de constituer au Congo un corps de techniciens spécialisés dans les Travaux Publics, du niveau de contrôleur et contremaître qualifiés et, si possible, d'Ingénieur Adjoint.

ii) Il appartiendra à d'autres écoles ou Instituts de former de véritables Ingénieurs, de haut standing technique. Dans l'état actuel des choses, cette formation imposerait une sélection draconienne et un entraînement professionnel portant sur plusieurs années. Le Collège Technique vise à satisfaire à brève échéance des besoins plus modestes mais également urgents.

Ce collège Technique, qui a perçu la dénomination d'Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics, a pu être pris en charge par le Fonds spécial et transféré sous compétence UNESCO à la fin de l'année 1962.

Etant donné que la durée des études comprend quatre années, on assistera en 1966 à la sortie de la première promotion de techniciens. Toutefois, ceux-ci ne deviendront véritablement productifs pour l'Administration ou le Secteur privé des Travaux Publics du Congo qu'après plusieurs années d'expérience professionnelle.

L'Université de Lovanium a créé un cycle de formation d'Ingénieurs civils de plus haut standing, mais ne fournit actuellement qu'un petit nombre d'unités chaque année. Au surplus, là encore, ces éléments ne deviendront utiles au pays qu'après plusieurs années d'expérience dans le champ des Travaux Publics.

.../...

L'Université d'Elisabethville a également amorcé la formation d'Ingénieurs Civils, mais le cycle n'en est actuellement qu'à la 3ème année sur un total de 5 ans. Le nombre des élèves ne dépasse pas quelques unités.

b) Formation professionnelle des fonctionnaires Congolais

i) La mise en oeuvre d'un plus grand nombre d'opérations de Travaux Publics, dont la réalisation sera conduite sous l'autorité technique des experts placés en parallèle avec les fonctionnaires de l'Administration Congolaise, constituera pour ceux-ci une excellente école de formation pratique accélérée.

Chacun des experts sera appelé à coopérer avec son homologue Congolais en vue de préparer celui-ci à prendre ultérieurement la relève.

ii) Des stages portant sur des sujets particuliers seront organisés en vue de diffuser et d'uniformiser les méthodes de travail. Des visites de chantiers et des stages de laboratoire pourront également contribuer à la formation pratique des élèves des écoles techniques.

iii) Etant donné le degré de technicité requis pour l'exécution des opérations modernes de Travaux Publics, il est à prévoir que la période de "training" opérationnel devra s'étaler sur 5 années au minimum pour les postes autres que ceux de techniciens et de mécaniciens.

Dans le cas de ces derniers, il est prévu que, dès 1966, 35 d'entre eux pourront être remplacés par des mécaniciens et techniciens Congolais qui auront été entraînés au cours de l'année précédente dans les cellules provinciales, Subdivisions et Arrondissements. La même réduction s'appliquera l'année suivante. C'est ainsi que de 196 pour l'année 1965, le nombre d'experts sera réduit à 125 en 1966.

La relève des autres experts se poursuivra graduellement au cours des années suivantes.

.../...

V. RELATIONS DU PROGRAMME DES TRAVAUX PUBLICS AVEC LES AUTRES PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU CONGO

On sait que le Marché Commun préconise de son côté la mise en place, auprès de la Direction des Ponts et Chaussées, d'un bureau de coordination des études et travaux comprenant 16 experts. Or, on a vu que l'organigramme joint prévoit la mise en place de 5 experts T.P. ONUC auprès de la Direction des Ponts et Chaussées.

L'intervention du Marché Commun de l'Europe ne fait pas double emploi avec la présente requête. En effet, les propositions du Marché Commun se placent dans l'hypothèse du financement des études et travaux à l'entreprise de plusieurs milliers de kilomètres de route. Les 16 experts CEE verront leur activité totalement absorbée par cette tâche considérable de sorte que leur arrivée n'aura pas d'incidence réductrice sur le programme général d'Assistance Technique ONUC au Département. Il convient d'évoquer à propos du même sujet le projet bilatéral d'Assistance Française. Celui-ci intéresse en effet les Ponts et Chaussées, mais reste à l'intérieur du domaine assigné au bureau de Coordination prévu par la mission CEE. Le projet Français vise d'autre part à renforcer les moyens d'action de la REGIDECO. Là encore le présent programme est si modeste (2 unités) qu'il laisse largement la place à une intervention plus massive.

D'une façon plus générale, les opérations de Travaux Publics étant destinées en ordre principal à la remise en ordre de l'infrastructure du réseau des communications fluviales et terrestres, se trouvent en liaison directe avec l'ensemble des activités économiques du pays. C'est pourquoi elles intéressent directement ou indirectement la plupart des autres projets des Nations Unies au Congo. Le présent programme se trouve notamment lié au projet FAO par l'amélioration de l'état des voies de transport de la production agricole, aux projets sociaux par la création d'un nombre élevé d'emplois décents qui assureraient déjà la subsistance de plus de 11.000 familles en Mars 1964.

Par l'essor donné aux nouvelles constructions scolaires, il exerce encore une incidence importante sur le développement des programmes d'enseignement de l'Education Nationale.

Il intéresse également la sécurité publique et la bonne administration civile des provinces qui impliquent l'une et l'autre un système de voies de communications en bon état.

.../...

Il sortirait du cadre du présent exposé de donner la liste complète des opérations influencées par le Programme des Travaux Publics.

VI. DUREE DU PROGRAMME - CONCLUSION

Celle-ci est impossible à déterminer. Il y a lieu de préciser cependant que l'élaboration du présent projet se place résolument dans la perspective d'une action à long terme ainsi que d'un relèvement sensible du budget extraordinaire de Travaux Publics tel qu'il a été projeté pour 1964.

On mesurera l'important effort financier nécessaire pour faire face aux besoins réels d'entretien et d'équipement en matière d'infrastructure pendant les années 1965 et suivantes à la lumière des chiffres ci-après :

<u>Travaux Publics</u> <u>+ Aéronautique Civile :</u>	<u>Exercice 1958</u>	<u>Exercice 1963</u>
Budget ordinaire	1.537 millions F.C.	371 millions F.C.
Budget extraordinaire	4 milliards F.C.	1 milliard F.C. (sur fonds de Contrepartie)

Sur la base des prix réévalués, et si l'on néglige certaines opérations particulières, notamment celles financées par le Marché Commun, on s'aperçoit que le budget des Travaux Publics est tombé en 1963 sensiblement à 10% de ce qu'il était en moyenne au cours du dernier Plan Décennal. Ce pourcentage est notoirement insuffisant et son relèvement est impératif si l'on veut permettre à l'économie de la Nation de prendre l'essor qu'elle mérite.

D'importants moyens en gros matériel de Travaux Publics, rassemblés avant l'Indépendance, sont encore présents au Congo, entre les mains d'une dizaine de grandes firmes spécialisées et d'un nombre beaucoup plus élevé d'entreprises moyennes. Ces diverses sociétés seraient en mesure d'assurer l'exécution des nouveaux programmes de grands travaux qui pourraient leur être confiés.

.../...

La mise en place des experts demandés par le Gouvernement Congolais constitue un grand acte de foi en l'avenir. Il reste à espérer que des aides financières extérieures suffisantes pourront être dégagées au cours des prochaines années, afin de tirer pleinement parti du potentiel technique des experts et de redonner au Secteur fondamental des Travaux Publics le rythme d'activité élevé dont le pays a impérieusement besoin après trois années de troubles et d'absence d'entretien des ouvrages publics existants.

Ainsi que se plaît à le rappeler le Premier Ministre, M. Cyrille Adoula, "lorsque le Bâtiment va, tout va".

Léopoldville, le 17 Avril 1964.

TABEAU RECAPITULATIF - ASSISTANCE DEMANDEE

ANCIEN PROJET 39-85-01

	Grade	Poste	Programme 1964	Demande du Gouvernement pour 1965	Demande du Gouvernement pour 1966	
1. Chef de Section	P-6	FF 44	1	1	1	-TP-23
2. Ingénieur Adjoint	P-4	B 44	1	1	1	- TP-11
3. Expert Hydraulicien	P-5	C 44	1	1	1	-TP-16
4. Expert comptable	P-4	E 44	1	1	1	-TP-24
5. Conseiller auprès du Ministre	P-6	F 44	1	1	1	-TP-01
6. Ing. Mécanicien	P-4	A 45	1	1	1	-TP-05
7. Architecte	P-5	B 45	1	1	1	-TP-21
8. Ing. Electro-Mécan.	P-5	G 44	1	1	1	-TP-20
9. Ing. Routes + Ponts	P-5	H 44	1	1	1	-TP-02
10. Conseiller Léo	P-5	I 44	1	1	1	-TP-11
Conseiller Coq	P-4	C 44	1	1	1	-TP-11
12. Conseiller Stan	P-4	J 44	1	1	1	-TP-11
13. Conseiller Eville	P-4	K 44	1	1	1	-TP-11
14. Conseiller Bukavu	P-4	L 44	1	1	1	-TP-11
15. Conseiller Lulu	P-4	M 44	1	1	1	-TP-11
16. Conseiller Voies Navigables	P-5	L 45	1	1	1	-TP-17
Ings. Techniciens	P-3	S,T,U 44	3	3	3	-TP-12 bis
Ings. Techniciens	P-2	W 44	1	2	2	-TP-14 bis
Chef de bureau			1	1	1	
Officier Administratif				1	1	
Secrétaire			1	1	1	
			<u>22</u>	<u>24</u>	<u>24</u>	

EXTENSION DU PROJET 39-85-01

Ingénieurs Civils:

Conseiller Juridique	P-6	A 44	1	1	1	-TP-01
Routes et Ponts	P-5			1	1	-TP-02
Routes et Ponts	P-4	O 44	1	1	1	-TP-03
Ponts et ouvrage art	P-4	P 44	1	1	1	-TP-04
Mécanicien	P-4	Q 44	1	1	1	-TP-05
Voies Navigables	P-4	N 44	1	1	1	-TP-07
Bâtiment Urbanisme	P-4	D 44	1	1	1	-TP-09
Génie Sanitaire	P-4			1	1	-TP-10
Travaux Publics	P-5	E,F 45	2	2	2	-TP-11
Travaux Publics	P-4	R 44	1	4	4	-TP-11
Hydrographe	P-4	D 44	1	1	1	-TP-16
Electromécanicien	P-5			1	1	-TP-20

Ingénieurs Techniciens

Travaux Publics	P-3	GH,I,J 45 A,G 49	6	18	16	-TP-12 bis
-----------------	-----	---------------------	---	----	----	------------

.../...

EXTENSION DU PROJET 30-85-01 (suite)

	<u>Grade</u>	<u>Poste</u>	<u>Programme</u> <u>1964</u>	<u>Demande du Gouvernement</u>		
				<u>pour 1965</u>	<u>pour 1966</u>	
<u>Legs Techniciens (suite)</u>						
Bâtiments	P-3	V 44	1	3	3	-TP-13bis
Routes et Ponts	P-3			10	10	-TP-14bis
Mécaniciens	P-3			7	7	-TP-15
Laboratoires T.P.	P-3			1	1	-TP-22
Electromécanicien	P-3	X 44	1	1	1	-TP-20
<u>Architectes:</u>						
Bâtiments Civils	P-4	Y 44	1	2	2	-TP-21
Bâtiments Civils	P-3				2	-TP-21
<u>Officiers de Marine</u>						
	P-4	C,K,M 42	3	7	7	-TP-11
<u>Maitre mécaniciens</u>						
	P-1			67	18	-TP-10bis
<u>Techniciens T.P.</u>						
	P-1:	N,O,P,Q,				
	P-2:	R,S,T 45				
		Z,AA,BB,				
		CC 42	11	40	18	
			55	196	125	

PROJET DE BUDGET 1965

1 - Equipement

80 jeep pick-up Willys à 2.500	200.000
75 Volkswagen à 1.300	97.500
2 Peugeot 403	4.000
Bibliothèque technique	500
Appareils et documentation photographiques	1.000
Matériel bureau d'études et dessin	1.000
Instruments topographiques	2.000
50 panoplies outillage mécaniciens à 100 \$ chaque	5.000
Remise en état 20 logements	60.000
Meubles de bureau	4.000

Total 1 370.000 \$

11- Frais opérationnels

Training : Organisation des stages	5.000
Transports aériens intérieurs Congo	50.000
Carburant, huile et ingrédients	
véhicules: - 200 x 1500 x 12 x $\frac{15}{100}$ x $\frac{7}{100}$	60.000
Frais entretien courant véhicules	40.000
Fournitures bureau (papeterie)	1.000

Total 2 156.000 \$

111- Experts Grade Nombre

P-6	3	x	23.000	69.000
P-5	9	x	21.500	193.500
P-4	27	x	15.500	526.500
P-3	46	x	18.000	828.000
P-2	57	x	16.500	940.500
P-1	<u>54</u>	x	14.000	<u>756.000</u>

196

Total 3 3.313.500 \$

Total général projet Budget 1965 : 3.839.500 \$

EXISTANT AU 31 MARS 1964

bilatérale : ONUC : Globaux

GOVERNEMENT CENTRAL

Secrétariat Général

- 2 Ingénieurs	1	1	-
- 1 Rédacteur technique	1	-	-
- 1 Conseiller juridique	-	-	1

Ponts et Chaussées

- 3 Ingénieurs	-	1	2
- 4 Ingénieurs techniciens	-	1	3

Mécanisation

- 2 Ingénieurs	1	-	1
- 2 Ingénieurs techniciens	1	-	1
- 3 Mécaniciens	3	-	-

Voies Navigables

- 3 Ingénieurs	2	-	1
- 4 Ingénieurs techniciens	1	-	3
- 12 Officiers de marine	4	3	5
- 11 Mécaniciens	5	-	6

Laboratoires

- 1 Ingénieur	1	-	-
- 6 Ingénieurs techniciens	4	1	1

Bâtiments civils

- 2 Ingénieurs	-	1	1
- 2 Ingénieurs techniciens	2	-	-
- 7 Architectes	2	2	3

Eau, Electricité

- 5 Ingénieurs	1	3	1
- 1 Ingénieur techniciens	1	-	-

TOTAUX GOUVERNEMENT CENTRAL	30	13	23
-----------------------------	----	----	----

P R O V I N C E S

Les provinces seront groupées en 6 Arrondissements qui comprendront chacun, en principe, 3 ou 4 provinces -

Cellule) 1 ingénieur civil	Cellule) 1 ingénieur technicien
Arrond.t) 1 technicien	province) 1 ou 2 techniciens
) 1 Ing. technicien mécan.) 2 mécaniciens
) 3 mécaniciens	

Ces organigrammes conduisent à 138 unités, réparties comme suit:

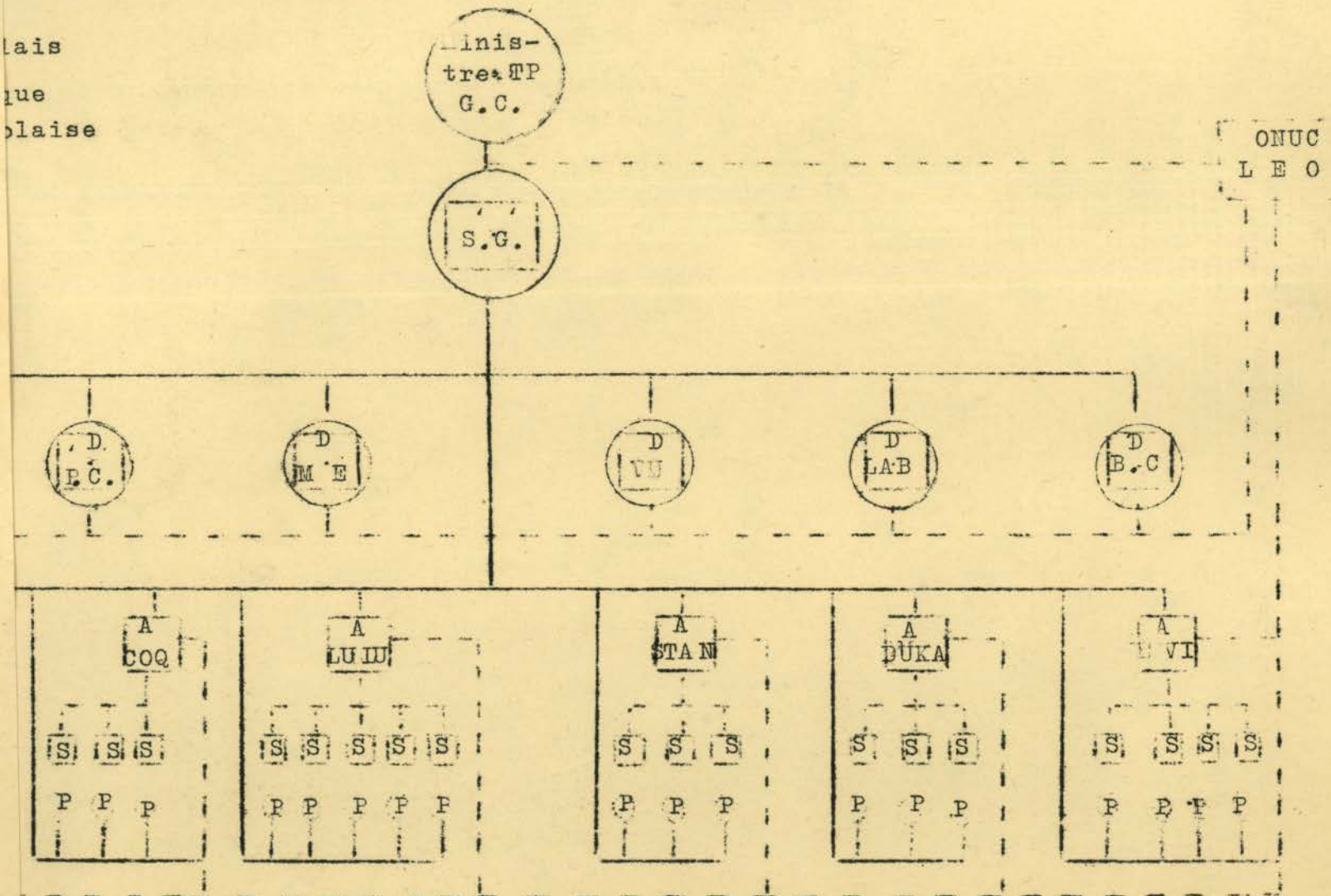
6 ingénieurs civils	40 techniciens
26 ingénieurs techniciens civils	60 mécaniciens
6 ingénieurs techniciens mécan.	

TOTAL PROVINCES: 138	TOTAL GENERAL:
	Provinces + CVT Central: 180

SECTION DES CONSEILLERS ONUC DES TRAVAUX PUBLICS:	16
---	----

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL PROVISOIRE

lais
que
plaise



BUREAU DU CHEF DES
OPERATIONS CIVILES
ONUC

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE DU TITRE I

Procès-verbal de la septième réunion
tenue le 22 février 1963 à 14 h. 30

La septième réunion de la Commission des fonds de contrepartie du Titre I a eu lieu le 22 janvier 1964 à 14 h. 30 dans la salle de conférence no. 252, au Royal, sous la présidence de M. S. Habib Ahmed, Chef des Opérations civiles. Le but de cette réunion était d'étudier les conséquences de la récente dévaluation sur l'exécution des projets de la section de travaux publics.

Etaient présents:

- Gouvernement congolais : M. A. Succar, Directeur p.i.,
 Bureau de la coordination économique;
- M. J. P. Tona-Musesa, Directeur adjoint,
 Bureau de la coordination économique;
- M. J. P. Simba, Secrétaire général p.i.,
 Ministère du Plan;
- M. G. Cederwall, Ordonnateur des Finances publiques,
 Ministère des Finances;
- M. L. Dussaiwoir, Conseil monétaire;
- M. Robert, Conseiller,
 Ministère des Travaux publics.
- Gouv. des Etats-Unis : M. V. Brown, Directeur adjoint, USAID,
 Ambassade des Etats-Unis;
- M. A. G. MacArthur, Assistant du Directeur adjoint,
 USAID, Ambassade des Etats-Unis.
- Nations Unies : M. S. Habib Ahmed, Chef des Opérations civiles;
- M. J. R. Brooks, Chef adjoint des Opérations civiles;
- M. M. Larcher, Consultant principal,
 Section des Travaux publics de l'ONUC;
- M. M. B. Reiser, Fonctionnaire chargé des programmes
 (Opérations civiles).

1. Procès-verbal de la septième réunion:

Après avoir déclaré la séance ouverte, M. Ahmed a annoncé que la Commission avait été convoquée pour examiner en particulier la répercussion sur le coût des projets de travaux publics de la récente dévaluation de la monnaie effectuée par le Gouvernement congolais en vue de promouvoir une stabilisation de l'économie.

Le tableau suivant, préparé par les Travaux publics et présenté à la Commission, indique la situation des comptes de contrepartie et l'augmentation des dépenses provoquée par la dévaluation.

TABLEAU

RECAPITULATION DE LA SITUATION DES FONDS DE CONTREPARTIE

AU 15 JANVIER 1964

I. PROJETS GERES PAR LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS

F. C.

Coût total des projets achevés au 31 octobre 1963	104 245 672
Total des dépenses engagées	792 480 018
Réajustement provisoire du coût des projets entrepris	760 600 000
Chèques encaissés au titre de projets approuvés mais non entrepris (US. AID - ENDA)	22 800 000

II. PROJETS GERES PAR L'USAID (TRUST FUND)

Réajustement des dépenses	403 050 000
Opérations nouvelles	129 250 000
TOTAL	<u>2 212 425 690</u>

M. Brooks a proposé qu'une augmentation de 760 600 000 FC soit votée pour permettre d'achever, au nouveau taux de change, tous les projets gérés par le Gouvernement congolais.

Après une brève discussion au cours de laquelle on a souligné que cette augmentation de 760 millions FC avait été déterminée par évaluation mathématique et non par le calcul des dépenses afférentes à chaque projet, la Commission a approuvé l'octroi de cette augmentation de 760 600 000 FC par imputation aux fonds de contrepartie.

M. Brown a toutefois ajouté qu'il serait nécessaire de disposer d'un devis révisé pour chaque projet afin que l'USAID puisse demander à son ordonnateur de transférer à l'ONUC un montant exact basé sur les devis en question. La Commission a décidé que le Ministère des Travaux publics préparerait des devis pour chaque projet et en enverrait des copies à tous les membres de la Commission.

La Commission a ensuite passé à l'étude de l'augmentation du Trust Fund géré par l'USAID.

M. Brooks a proposé à la Commission de voter une augmentation portant le trust fund à 403 050 000 FC pour faire face à l'accroissement du coût des projets considérés. Cette augmentation serait répartie et administrée conformément aux dispositions énoncées dans le premier document régissant le trust fund. La Commission a donné son accord à ce que le montant des projets financés au titre du trust fund soit porté à 403 050 000 FC par prélèvement sur le fonds de contrepartie.

2. M. Brooks a proposé de suspendre tous les projets approuvés mais non exécutés, y compris ceux qui figurent aux programmes D et E, afin que le solde du compte du Titre I, qui s'élève à 217 millions de FC, puisse être affecté aux projets considérés comme étant les plus urgents. Cette proposition a été acceptée par la Commission.

3. M. Ahmed a demandé à la Commission d'approuver tous les projets énumérés à la page 4 de l'ordre du jour, excepté celui de la route de Popokabaka.

Ces projets sont les suivants:	Port de Matadi	FC 2 500 000
	Port de Boma	2 000 000
	Achèvement route Boma-Matadi	47 000 000
	Pont de Kongolo	70 000 000
	Station de pompage d'Albertville	6 000 000
	Centre météorologique	22 500 000

Le projet de la route de Popokabaka, qui est nouveau, doit être étudié par le Gouvernement congolais dans le cadre du budget extraordinaire de 1964. Il ne peut être pris en considération par la Commission avant de figurer au budget extraordinaire du Gouvernement.

M. Brown s'est déclaré d'accord avec M. Ahmed sur ce point.

M. Brown a tenu à attirer l'attention de la Commission sur le fait qu'en ce qui concerne la route Boma-Matadi, l'entrepreneur avait poursuivi les travaux et avait encouru des dépenses de l'ordre de 30 millions de FC, sans contrat. Par la suite, ce montant a atteint 47 millions de francs. On s'est donc trouvé devant un fait accompli ayant entraîné une dépense excédentaire de 47 millions de FC pour un projet. L'USAID était disposé à l'accepter cette fois, mais la Commission a été avisée que ce cas ne devait pas constituer un précédent.

La Commission a accepté d'affecter aux six projets susmentionnés les montants indiqués en regard, par prélèvement sur les fonds de contrepartie.

M. Simba a voulu savoir pourquoi le document BCE No. 7 relatif au projet de raccordement électrique du Centre d'enseignement de Kimuenza ne figurait pas à l'ordre du jour. Ce projet, a-t-il dit, avait été introduit il y a environ un an pour être présenté à la Commission.

M. Ahmed a demandé à la Commission si ce projet pouvait être discuté au cours de la présente réunion.

M. Brown a répondu que n'ayant pas été documenté sur ce projet, il devait l'étudier avant de donner son avis.

M. Simba a déclaré que si ce projet avait été soumis à la Commission au moment où il avait été effectivement introduit, il aurait pu être mis à exécution à l'ancien tarif et n'aurait pas nécessité les dépenses considérablement plus élevées que les Travaux publics indiquaient à présent.

M. Ahmed a promis que ce projet serait prochainement étudié par la Commission.

4. Le Président a prié M. Brown d'exposer brièvement les grandes lignes des nouveaux projets que l'USAID voudrait faire approuver en vue d'en assurer le financement au moyen du trust fund

M. Brown a d'abord mentionné le projet d'assistance à la police dont le coût est de 50 500 000 FC. Ce projet est décrit à l'Amendement no. 2 du document no. 1 de l'USAID.

M. Brown a ensuite demandé à la Commission d'approuver le projet ATAF-CPI (formation agricole), dont le coût s'élève à 70 millions de FC, et le projet ELS, (cours de langue anglaise), d'un montant de 2 millions de FC, portant sur l'enseignement de l'anglais aux Congolais et notamment au personnel de la Fonction publique. Les deux projets restants, qui constitueront de nouveaux engagements, sont les suivants: un projet d'administration technique et un projet d'appui technique nécessitant respectivement 2 250 000 FC et 4 500 000 FC.

M. Brooks a proposé à la Commission d'accorder 129 250 000 FC au trust fund pour le financement des cinq projets mentionnés par M. Brown. Toutefois, chacun de ces projets devrait être soumis à la Commission pour être examiné séparément, conformément aux stipulations du document régissant le trust fund.

M. Tona-Masesa a demandé si les projets dont le financement est imputé au trust fund n'épuisaient pas les réserves des fonds de contrepartie.

En réponse, M. Brown a déclaré que tous ces projets faisaient suite à la demande du Gouvernement congolais et que ce dernier avait le choix entre deux possibilités: soit faire financer ces projets par la Trésorerie nationale, soit avoir recours à l'aide fournie sous forme de fonds de contrepartie.

La Commission a approuvé l'octroi de 129 250 000 FC pour le financement par le trust fund de nouveaux projets, y compris celui de l'assistance à la police dont le coût est de 50 500 000 FC.

5. Le Président a soumis à la Commission la question des avances payables aux entrepreneurs qui se heurtent à des difficultés financières.

On a envisagé d'aider les entrepreneurs en prorogeant l'échéance des crédits bancaires que la Commission s'engagerait à garantir sous réserve qu'ils ne dépasseraient pas le coût des travaux entrepris. Cette opération équivaut, en fait, à un simple escompte des factures non encore transmises par l'intermédiaire d'une banque.

La Commission a décidé que cette question devrait être examinée en premier lieu par le Conseil monétaire qui l'étudierait conjointement avec les banques. Toutes recommandations faites par le Conseil monétaire et intéressant la Commission seraient examinées par les membres de cette dernière au cours de leur réunion suivante.

Toutefois, afin de réduire les difficultés qui se posent actuellement à de nombreuses entreprises de travaux publics, la Commission a décidé que les factures seraient désormais réglées sans retard.

La séance a été levée à 16 h. 30.

Pour le Gouvernement congolais

Pour le Gouvernement des
Etats-Unis

Pour l'ONU

BUREAU DU CHEF DES
OPERATIONS CIVILES
ONUC

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE DU TITRE I

Procès-verbal de la septième réunion
tenue le 22 février 1963 à 14 h. 30

La septième réunion de la Commission des fonds de contrepartie du Titre I a eu lieu le 22 janvier 1964 à 14 h. 30 dans la salle de conférence no. 252, au Royal, sous la présidence de M. S. Habib Ahmed, Chef des Opérations civiles. Le but de cette réunion était d'étudier les conséquences de la récente dévaluation sur l'exécution des projets de la section de travaux publics.

Etaient présents:

- Gouvernement congolais :
- M. A. Succar, Directeur p.i.,
Bureau de la coordination économique;
 - M. J. P. Tona-Musesa, Directeur adjoint,
Bureau de la coordination économique;
 - M. J. P. Simba, Secrétaire général p.i.,
Ministère du Plan;
 - M. G. Cederwall, Ordonnateur des Finances publiques,
Ministère des Finances;
 - M. L. Dussaiwoir, Conseil monétaire;
 - M. Robert, Conseiller,
Ministère des Travaux publics.
- Gouv. des Etats-Unis :
- M. V. Brown, Directeur adjoint, USAID,
Ambassade des Etats-Unis;
 - M. A. G. MacArthur, Assistant du Directeur adjoint,
USAID, Ambassade des Etats-Unis.
- Nations Unies :
- M. S. Habib Ahmed, Chef des Opérations civiles;
 - M. J. R. Brooks, Chef adjoint des Opérations civiles;
 - M. M. Larcher, Consultant principal,
Section des Travaux publics de l'ONUC;
 - M. M. B. Reiser, Fonctionnaire chargé des programmes
(Opérations civiles).

1. Procès-verbal de la septième réunion:

Après avoir déclaré la séance ouverte, M. Ahmed a annoncé que la Commission avait été convoquée pour examiner en particulier la répercussion sur le coût des projets de travaux publics de la récente dévaluation de la monnaie effectuée par le Gouvernement congolais en vue de promouvoir une stabilisation de l'économie.

Le tableau suivant, préparé par les Travaux publics et présenté à la Commission, indique la situation des comptes de contrepartie et l'augmentation des dépenses provoquée par la dévaluation.

TABEAU

RECAPITULATION DE LA SITUATION DES FONDS DE CONTREPARTIE

AU 15 JANVIER 1964

I. PROJETS GERES PAR LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS

F. C.

Coût total des projets achevés au 31 octobre 1963	104 245 672
Total des dépenses engagées	792 480 018
Réajustement provisoire du coût des projets entrepris	760 600 000
Chèques encaissés au titre de projets approuvés mais non entrepris (US. AID - ENDA)	22 800 000

II. PROJETS GERES PAR L'USAID (TRUST FUND)

Réajustement des dépenses	403 050 000
Opérations nouvelles	<u>129 250 000</u>
TOTAL	<u>2 212 425 690</u>

M. Brooks a proposé qu'une augmentation de 760 600 000 FC soit votée pour permettre d'achever, au nouveau taux de change, tous les projets gérés par le Gouvernement congolais.

Après une brève discussion au cours de laquelle on a souligné que cette augmentation de 760 millions FC avait été déterminée par évaluation mathématique et non par le calcul des dépenses afférentes à chaque projet, la Commission a approuvé l'octroi de cette augmentation de 760 600 000 FC par imputation aux fonds de contrepartie.

M. Brown a toutefois ajouté qu'il serait nécessaire de disposer d'un devis révisé pour chaque projet afin que l'USAID puisse demander à son ordonnateur de transférer à l'ONUC un montant exact basé sur les devis en question. La Commission a décidé que le Ministère des Travaux publics préparerait des devis pour chaque projet et en enverrait des copies à tous les membres de la Commission.

La Commission a ensuite passé à l'étude de l'augmentation du Trust Fund géré par l'USAID.

M. Brooks a proposé à la Commission de voter une augmentation portant le trust fund à 403 050 000 FC pour faire face à l'accroissement du coût des projets considérés. Cette augmentation serait répartie et administrée conformément aux dispositions énoncées dans le premier document régissant le trust fund. La Commission a donné son accord à ce que le montant des projets financés au titre du trust fund soit porté à 403 050 000 FC par prélèvement sur le fonds de contrepartie.

2. M. Brooks a proposé de suspendre tous les projets approuvés mais non exécutés, y compris ceux qui figurent aux programmes D et E, afin que le solde du compte du Titre I, qui s'élève à 217 millions de FC, puisse être affecté aux projets considérés comme étant les plus urgents. Cette proposition a été acceptée par la Commission.

3. M. Ahmed a demandé à la Commission d'approuver tous les projets énumérés à la page 4 de l'ordre du jour, excepté celui de la route de Popokabaka.

Ces projets sont les suivants:	Port de Matadi	FC 2 500 000
	Port de Boma	2 000 000
	Achèvement route Boma-Matadi	47 000 000
	Pont de Kongolo	70 000 000
	Station de pompage d'Albertville	6 000 000
	Centre météorologique	22 500 000

Le projet de la route de Popokabaka, qui est nouveau, doit être étudié par le Gouvernement congolais dans le cadre du budget extraordinaire de 1964. Il ne peut être pris en considération par la Commission avant de figurer au budget extraordinaire du Gouvernement.

M. Brown s'est déclaré d'accord avec M. Ahmed sur ce point.

M. Brown a tenu à attirer l'attention de la Commission sur le fait qu'en ce qui concerne la route Boma-Matadi, l'entrepreneur avait poursuivi les travaux et avait encouru des dépenses de l'ordre de 30 millions de FC, sans contrat. Par la suite, ce montant a atteint 47 millions de francs. On s'est donc trouvé devant un fait accompli ayant entraîné une dépense excédentaire de 47 millions de FC pour un projet. L'USAID était disposé à l'accepter cette fois, mais la Commission a été avisée que ce cas ne devait pas constituer un précédent.

La Commission a accepté d'affecter aux six projets susmentionnés les montants indiqués en regard, par prélèvement sur les fonds de contrepartie.

M. Simba a voulu savoir pourquoi le document BCE No. 7 relatif au projet de raccordement électrique du Centre d'enseignement de Kimuenza ne figurait pas à l'ordre du jour. Ce projet, a-t-il dit, avait été introduit il y a environ un an pour être présenté à la Commission.

M. Ahmed a demandé à la Commission si ce projet pouvait être discuté au cours de la présente réunion.

M. Brown a répondu que n'ayant pas été documenté sur ce projet, il devait l'étudier avant de donner son avis.

M. Simba a déclaré que si ce projet avait été soumis à la Commission au moment où il avait été effectivement introduit, il aurait pu être mis à exécution à l'ancien tarif et n'aurait pas nécessité les dépenses considérablement plus élevées que les Travaux publics indiquaient à présent.

M. Ahmed a promis que ce projet serait prochainement étudié par la Commission.

4. Le Président a prié M. Brown d'exposer brièvement les grandes lignes des nouveaux projets que l'USAID voudrait faire approuver en vue d'en assurer le financement au moyen du trust fund

M. Brown a d'abord mentionné le projet d'assistance à la police dont le coût est de 50 500 000 FC. Ce projet est décrit à l'Amendement no. 2 du document no. 1 de l'USAID.

M. Brown a ensuite demandé à la Commission d'approuver le projet ATAF-CPI (formation agricole), dont le coût s'élève à 70 millions de FC, et le projet ELS, (cours de langue anglaise), d'un montant de 2 millions de FC, portant sur l'enseignement de l'anglais aux Congolais et notamment au personnel de la Fonction publique. Les deux projets restants, qui constitueront de nouveaux engagements, sont les suivants: un projet d'administration technique et un projet d'appui technique nécessitant respectivement 2 250 000 FC et 4 500 000 FC.

M. Brooks a proposé à la Commission d'accorder 129 250 000 FC au trust fund pour le financement des cinq projets mentionnés par M. Brown. Toutefois, chacun de ces projets devrait être soumis à la Commission pour être examiné séparément, conformément aux stipulations du document régissant le trust fund.

M. Tona-Masesa a demandé si les projets dont le financement est imputé au trust fund n'épuisaient pas les réserves des fonds de contrepartie.

En réponse, M. Brown a déclaré que tous ces projets faisaient suite à la demande du Gouvernement congolais et que ce dernier avait le choix entre deux possibilités: soit faire financer ces projets par la Trésorerie nationale, soit avoir recours à l'aide fournie sous forme de fonds de contrepartie.

La Commission a approuvé l'octroi de 129 250 000 FC pour le financement par le trust fund de nouveaux projets, y compris celui de l'assistance à la police dont le coût est de 50 500 000 FC.

5. Le Président a soumis à la Commission la question des avances payables aux entrepreneurs qui se heurtent à des difficultés financières.

On a envisagé d'aider les entrepreneurs en prorogeant l'échéance des crédits bancaires que la Commission s'engagerait à garantir sous réserve qu'ils ne dépasseraient pas le coût des travaux entrepris. Cette opération équivaut, en fait, à un simple escompte des factures non encore transmises par l'intermédiaire d'une banque.

La Commission a décidé que cette question devrait être examinée en premier lieu par le Conseil monétaire qui l'étudierait conjointement avec les banques. Toutes recommandations faites par le Conseil monétaire et intéressant la Commission seraient examinées par les membres de cette dernière au cours de leur réunion suivante.

Toutefois, afin de réduire les difficultés qui se posent actuellement à de nombreuses entreprises de travaux publics, la Commission a décidé que les factures seraient désormais réglées sans retard.

La séance a été levée à 16 h. 30.

Pour le Gouvernement congolais

Pour le Gouvernement des
Etats-Unis

Pour l'ONU

OFFICE OF THE CHIEF OF
CIVILIAN OPERATIONS
ONUC

TITLE I COUNTERPART COMMITTEE

Minutes of the Seventh Meeting
Held at 2.30 p.m. on January 22, 1964

The Seventh meeting of the Title I Counterpart Committee to consider the incidence of the recent devaluation on the projects of the Public Works Section was held at 2.30 p.m. on January 22, 1964 in Conference Room 252 at the "Royal", with S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations, in the chair.

Present:

Congolese Government : Mr. A. Succar, Director a.i.,
Bureau of Economic Coordination;

Mr. J.P. Tona-Musesa, Assistant Director,
Bureau of Economic Coordination;

Mr. J.P. Simba, Secretary General a.i.
Ministry of Plan;

Mr. G. Cederwall, Ordonnateur des Finances
publiques, Ministry of Finance;

Mr. L. Dussaiwoir, Monetary Council;

Mr. Robert, Adviser, Ministry of Public Works.

U. S. Government : Mr. V. Brown, Deputy Director, USAID
United States Embassy;

Mr. A. G. MacArthur, Assistant Deputy Director,
USAID, United States Embassy.

United Nations : Mr. S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations;

Mr. J. R. Brooks, Deputy Chief,
Civilian Operations;

Mr. M. Larcher, Chief Consultant,
Public Works Section of ONUC;

Mr. M. B. Reiser, Programme Officer,
Civilian Operations.

1. Minutes of the seventh meeting:

The meeting was brought to order by Mr. Ahmed who said that the Committee had been called to consider especially the incidence on the cost of Public Works projects of the recent devaluation by the Congolese Government of the Congolese franc, a measure which was intended to help in stabilizing the economy.

The following table, prepared by Public Works and presented to the Committee indicates the status of the Counterpart indicates the status of the Counterpart accounts and the increases in costs due to devaluations.

SUMMARY TABLE
OF THE SITUATION OF COUNTERPART FUNDS
ON JANUARY 15, 1964

I. PROJECTS MANAGED BY THE CONGOLESE GOVERNMENT

CF

Total projects completed to 31 October 1963	104,245,672
Total obligations	792,480,018
Provisional readjustment on projects engaged	760,600,000
Cashed checks on projects approved, not engaged (US. AID - ENDA)	22,800,000

II. PROJECTS MANAGED BY USAID (TRUST FUND)

Readjusted obligations	403,050,000
New operations	<u>129,250,000</u>

TOTAL AMOUNT 2,212,425,690

Mr. Brooks proposed that an increase of CF 760,600,000 be voted to permit the completion at the new rate of exchange of all projects managed by the Congolese Government.

After a short discussion in which it was brought out that this CF 760 million was an evaluation based on a formula and not the sum of the calculations for each project, the Committee gave its approval for the above increase of CF 760,600,000 to be allocated from the Counterpart funds.

Mr. Brown however, added that it would be necessary to have a revised estimate for individual projects, so that the USAID could request its controller to transfer to ONUC a specific amount based on such revised estimates. It was agreed by the Committee that the Ministry of Public Works will prepare such estimates for each project and send copies to all members of the Committee.

The Committee passed on to the consideration of an increase in the Trust Funds, managed by USAID.

Mr. Brooks proposed that the Committee vote to augment the Trust Fund to CF 403,050,000 to accommodate the increased cost of the projects involved. This increase would be adjusted and administered, in accordance with the rules established in the original document governing the Trust Fund. The Committee gave its approval for the increase to CF 403,050,000 in the Trust Fund projects by allocation from the Counterpart Funds.

2. Mr. Brooks proposed that all projects already approved including those contained in Programmes D and E, but not yet implemented should be suspended so that the balance of CF 217 million remaining in the Title I account may be used for those projects considered as most urgent. This proposal was accepted by the Committee.

3. Mr. Ahmed asked that the Committee approve all the projects listed on page four of the 'ordre du jour' with the exception of Route Popokabaka.

These projects were: Port de Matadi	CF 2,500,000
Port de Boma	2,000,000
Achèvement route Boma-Matadi	47,000,000
Pont de Kongolo	70,000,000
Station de pompage d'Albertville	6,000,000
Centre météorologique	22,500,000

Route Popokabaka is a new project which should be studied by the Congolese Government as part of the Extraordinary Budget for 1964. Until it is included in the Extraordinary Budget of the Government, it cannot be considered by the Committee.

Mr. Brown concurred with Mr. Ahmed on this point.

Mr. Brown wanted to bring to the Committee's attention the case of the Boma-Matadi Road. The contractor had continued work on this road, and had incurred expenses to the value of CF 30 million without a contract. These expenses were later increased to CF 47 million. This increase of CF 47 million for a project was now a 'fait accompli'. USAID was prepared to accept it this time. However, the Committee was advised that this did not set a precedence for subsequent occasions.

The Committee agreed to allocate to the above mentioned six projects the amounts indicated from the Counterpart funds.

Mr. Simba asked why BCE Doc. No. 7: Raccordement électrique du centre d'enseignement de Kimuenza did not figure on the agenda. This project had been introduced for presentation to the Committee about one year ago, he said. i

Mr. Ahmed asked the Committee whether the project could be taken up at the current

Mr. Brown said that he was not briefed on this project, and would have to study it before expressing his views.

Mr. Simba said that if this project had been introduced to the Committee when it was actually presented it could have been implemented at the original cost, and not at a greatly increased cost as Public Works now suggested.

Mr. Ahmed promised that the project would be studied by the Committee shortly.

4. The Chairman asked Mr. Brown to outline briefly the new projects that USAID would like approved for financing under the USAID Trust Fund.

Mr. Brown mentioned first the project for Police Assistance costing CF 50,500,000. This project is presented in the document, Amendment Number 2 to USAID Doc. 1.

Continuing, Mr. Brown requested the Committee to approve the ATAF-CPI project which amounts to CF 70 million for farming instruction, and the ELS - English Language Services - for CF 2 million under which Congolese (particularly civil servants) are taught the English language. The remaining two projects which are new obligations are: Technical administration which requires CF 2,250,000 and Technical support which needed CF 4,500,000.

Mr. Brooks proposed that the Committee agree to accord CF 129,250,000 to the Trust Fund in order to finance the five projects mentioned above by Mr. Brown. However, each project should be submitted to the Committee for its individual examination - as provided for in the original document.

Mr. Tona-Masesa asked whether the projects included in the Trust Fund were not depleting the reserves of the Counterpart Funds.

Mr. Brown answered, saying that these are all projects asked for by the Congolese Government. The Government has therefore two alternatives, either to pay for them out of its own Treasury, or to solicit aid thru Counterpart Funds.

The Committee approved the allotment of CF 129,250,000 for new projects under the Trust Fund, which included the Police project for CF 50,500,000.

5. The Chairman brought before the Committee the question of providing advances to contractors which were experiencing financial difficulties.

It was envisaged that relief could be channelled through an extension in bank credits and that the Committee could undertake to guarantee these credits which would not exceed the value of the works engaged. This could be, in reality, simple discount on bills not yet presented through the intermediary of a bank.

The Committee decided that this matter should be examined, in the first instance, by the Monetary Council which could then consider it in collaboration with the banks. Any recommendations, made by the Council, and involving the Committee could be considered by the Committee Members at the next meeting.

However, it was decided by the Committee, in order to relieve the current strain experienced in many contracting firms, to pay promptly all future bills.

The meeting was adjourned at 4.30 p.m.

Government of Congo

Government of US

U. N.

OFFICE OF THE CHIEF OF
CIVILIAN OPERATIONS
ONUC

TITLE I COUNTERPART COMMITTEE

Minutes of the Seventh Meeting
Held at 2.30 p.m. on January 22, 1964

The Seventh meeting of the Title I Counterpart Committee to consider the incidence of the recent devaluation on the projects of the Public Works Section was held at 2.30 p.m. on January 22, 1964 in Conference Room 252 at the "Royal", with S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations, in the chair.

Present:

- Congolese Government : Mr. A. Succar, Director a.i.,
Bureau of Economic Coordination;
- Mr. J.P. Tona-Musesa, Assistant Director,
Bureau of Economic Coordination;
- Mr. J.P. Simba, Secretary General a.i.
Ministry of Plan;
- Mr. G. Cederwall, Ordonnateur des Finances
publiques, Ministry of Finance;
- Mr. L. Dussaiwoir, Monetary Council;
- Mr. Robert, Adviser, Ministry of Public Works.
- U. S. Government : Mr. V. Brown, Deputy Director, USAID
United States Embassy;
- Mr. A. G. MacArthur, Assistant Deputy Director,
USAID, United States Embassy.
- United Nations : Mr. S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations;
- Mr. J. R. Brooks, Deputy Chief,
Civilian Operations;
- Mr. M. Larcher, Chief Consultant,
Public Works Section of ONUC;
- Mr. M. B. Reiser, Programme Officer,
Civilian Operations.

1. Minutes of the seventh meeting:

The meeting was brought to order by Mr. Ahmed who said that the Committee had been called to consider especially the incidence on the cost of Public Works projects of the recent devaluation by the Congolese Government of the Congolese franc, a measure which was intended to help in stabilizing the economy.

The following table, prepared by Public Works and presented to the Committee indicates the status of the Counterpart indicates the status of the Counterpart accounts and the increases in costs due to devaluations.

SUMMARY TABLE
OF THE SITUATION OF COUNTERPART FUNDS

ON JANUARY 15, 1964

I. PROJECTS MANAGED BY THE CONGOLESE GOVERNMENT

CF

Total projects completed to 31 October 1963	104,245,672
Total obligations	792,480,018
Provisional readjustment on projects engaged	760,600,000
Cashed checks on projects approved, not engaged (US. AID - ENDA)	22,800,000

II. PROJECTS MANAGED BY USAID (TRUST FUND)

Readjusted obligations	403,050,000
New operations	<u>129,250,000</u>

TOTAL AMOUNT	<u>2,212,425,690</u>
--------------	----------------------

Mr. Brooks proposed that an increase of CF 760,600,000 be voted to permit the completion at the new rate of exchange of all projects managed by the Congolese Government.

After a short discussion in which it was brought out that this CF 760 million was an evaluation based on a formula and not the sum of the calculations for each project, the Committee gave its approval for the above increase of CF 760,600,000 to be allocated from the Counterpart funds.

Mr. Brown however, added that it would be necessary to have a revised estimate for individual projects, so that the USAID could request its controller to transfer to ONUC a specific amount based on such revised estimates. It was agreed by the Committee that the Ministry of Public Works will prepare such estimates for each project and send copies to all members of the Committee.

The Committee passed on to the consideration of an increase in the Trust Funds, managed by USAID.

Mr. Brooks proposed that the Committee vote to augment the Trust Fund to CF 403,050,000 to accommodate the increased cost of the projects involved. This increase would be adjusted and administered, in accordance with the rules established in the original document governing the Trust Fund. The Committee gave its approval for the increase to CF 403,050,000 in the Trust Fund projects by allocation from the Counterpart Funds.

2. Mr. Brooks proposed that all projects already approved including those contained in Programmes D and E, but not yet implemented should be suspended so that the balance of CF 217 million remaining in the Title I account may be used for those projects considered as most urgent. This proposal was accepted by the Committee.

3. Mr. Ahmed asked that the Committee approve all the projects listed on page Four of the 'ordre du jour' with the exception of Route Popokabaka.

These projects were: Port de Matadi	CF 2,500,000
Port de Boma	2,000,000
Achèvement route Boma-Matadi	47,000,000
Pont de Kongolo	70,000,000
Station de pompage d'Albertville	6,000,000
Centre météorologique	22,500,000

Route Popokabaka is a new project which should be studied by the Congolese Government as part of the Extraordinary Budget for 1964. Until it is included in the Extraordinary Budget of the Government, it cannot be considered by the Committee.

Mr. Brown concurred with Mr. Ahmed on this point.

Mr. Brown wanted to bring to the Committee's attention the case of the Boma-Matadi Road. The contractor had continued work on this road, and had incurred expenses to the value of CF 30 million without a contract. These expenses were later increased to CF 47 million. This increase of CF 47 million for a project was now a 'fait accompli'. USAID was prepared to accept it this time. However, the Committee was advised that this did not set a precedence for subsequent occasions.

The Committee agreed to allocate to the above mentioned six projects the amounts indicated from the Counterpart funds.

Mr. Simba asked why BCE Doc. No. 7: Raccordement électrique du centre d'enseignement de Kimuenza did not figure on the agenda. This project had been introduced for presentation to the Committee about one year ago, he said. i

Mr. Ahmed asked the Committee whether the project could be taken up at the current

Mr. Brown said that he was not briefed on this project, and would have to study it before expressing his views.

Mr. Simba said that if this project had been introduced to the Committee when it was actually presented it could have been implemented at the original cost, and not at a greatly increased cost as Public Works now suggested.

Mr. Ahmed promised that the project would be studied by the Committee shortly.

4. The Chairman asked Mr. Brown to outline briefly the new projects that USAID would like approved for financing under the USAID Trust Fund.

Mr. Brown mentioned first the project for Police Assistance costing CF 50,500,000. This project is presented in the document, Amendment Number 2 to USAID Doc. 1.

Continuing, Mr. Brown requested the Committee to approve the ATAF-CPI project which amounts to CF 70 million for farming instruction, and the ELS - English Language Services - for CF 2 million under which Congolese (particularly civil servants) are taught the English language. The remaining two projects which are new obligations are: Technical administration which requires CF 2,250,000 and Technical support which needed CF 4,500,000.

Mr. Brooks proposed that the Committee agree to accord CF 129,250,000 to the Trust Fund in order to finance the five projects mentioned above by Mr. Brown. However, each project should be submitted to the Committee for its individual examination - as provided for in the original document.

Mr. Tona-Masesa asked whether the projects included in the Trust Fund were not depleting the reserves of the Counterpart Funds.

Mr. Brown answered, saying that these are all projects asked for by the Congolese Government. The Government has therefore two alternatives, either to pay for them out of its own Treasury, or to solicit aid thru Counterpart Funds.

The Committee approved the allotment of CF 129,250,000 for new projects under the Trust Fund, which included the Police project for CF 50,500,000.

5. The Chairman brought before the Committee the question of providing advances to contractors which were experiencing financial difficulties.

It was envisaged that relief could be channelled through an extension in bank credits and that the Committee could undertake to guarantee these credits which would not exceed the value of the works engaged. This could be, in reality, simple discount on bills not yet presented through the intermediary of a bank.

The Committee decided that this matter should be examined, in the first instance, by the Monetary Council which could then consider it in collaboration with the banks. Any recommendations, made by the Council, and involving the Committee could be considered by the Committee Members at the next meeting.

However, it was decided by the Committee, in order to relieve the current strain experienced in many contracting firms, to pay promptly all future bills.

The meeting was adjourned at 4.30 p.m.

Government of Congo

Government of US

U. N.

OFFICE OF THE CHIEF OF
CIVILIAN OPERATIONS
ONUC

TITLE I COUNTERPART COMMITTEE

Minutes of the Seventh Meeting
Held at 2.30 p.m. on January 22, 1964

The Seventh meeting of the Title I Counterpart Committee to consider the incidence of the recent devaluation on the projects of the Public Works Section was held at 2.30 p.m. on January 22, 1964 in Conference Room 252 at the "Royal", with S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations, in the chair.

Present:

- Congolese Government : Mr. A. Succar, Director a.i.,
Bureau of Economic Coordination;
- Mr. J.P. Tona-Musesa, Assistant Director,
Bureau of Economic Coordination;
- Mr. J.P. Simba, Secretary General a.i.
Ministry of Plan;
- Mr. G. Cederwall, Ordonnateur des Finances
publiques, Ministry of Finance;
- Mr. L. Dussaiwoir, Monetary Council;
- Mr. Robert, Adviser, Ministry of Public Works.
- U. S. Government : Mr. V. Brown, Deputy Director, USAID
United States Embassy;
- Mr. A. G. MacArthur, Assistant Deputy Director,
USAID, United States Embassy.
- United Nations : Mr. S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations;
- Mr. J. R. Brooks, Deputy Chief,
Civilian Operations;
- Mr. M. Larcher, Chief Consultant,
Public Works Section of ONUC;
- Mr. M. B. Reiser, Programme Officer,
Civilian Operations.

1. Minutes of the seventh meeting:

The meeting was brought to order by Mr. Ahmed who said that the Committee had been called to consider especially the incidence on the cost of Public Works projects of the recent devaluation by the Congolese Government of the Congolese franc, a measure which was intended to help in stabilizing the economy.

The following table, prepared by Public Works and presented to the Committee indicates the status of the Counterpart indicates the status of the Counterpart accounts and the increases in costs due to devaluations.

SUMMARY TABLE

OF THE SITUATION OF COUNTERPART FUNDS

ON JANUARY 15, 1964

I. PROJECTS MANAGED BY THE CONGOLESE GOVERNMENT

CF

Total projects completed to 31 October 1963	104,245,672
Total obligations	792,480,018
Provisional readjustment on projects engaged	760,600,000
Cashed checks on projects approved, not engaged (US. AID - ENDA)	22,800,000

II. PROJECTS MANAGED BY USAID (TRUST FUND)

Readjusted obligations	403,050,000
New operations	<u>129,250,000</u>

TOTAL AMOUNT	<u>2,212,425,690</u>
--------------	----------------------

Mr. Brooks proposed that an increase of CF 760,600,000 be voted to permit the completion at the new rate of exchange of all projects managed by the Congolese Government.

After a short discussion in which it was brought out that this CF 760 million was an evaluation based on a formula and not the sum of the calculations for each project, the Committee gave its approval for the above increase of CF 760,600,000 to be allocated from the Counterpart funds.

Mr. Brown however, added that it would be necessary to have a revised estimate for individual projects, so that the USAID could request its controller to transfer to ONUC a specific amount based on such revised estimates. It was agreed by the Committee that the Ministry of Public Works will prepare such estimates for each project and send copies to all members of the Committee.

The Committee passed on to the consideration of an increase in the Trust Funds, managed by USAID.

Mr. Brooks proposed that the Committee vote to augment the Trust Fund to CF 403,050,000 to accommodate the increased cost of the projects involved. This increase would be adjusted and administered, in accordance with the rules established in the original document governing the Trust Fund. The Committee gave its approval for the increase to CF 403,050,000 in the Trust Fund projects by allocation from the Counterpart Funds.

2. Mr. Brooks proposed that all projects already approved including those contained in Programmes D and E, but not yet implemented should be suspended so that the balance of CF 217 million remaining in the Title I account may be used for those projects considered as most urgent. This proposal was accepted by the Committee.

3. Mr. Ahmed asked that the Committee approve all the projects listed on page Four of the 'ordre du jour' with the exception of Route Popokabaka.

These projects were: Port de Matadi	CF 2,500,000
Port de Boma	2,000,000
Achèvement route Boma-Matadi	47,000,000
Pont de Kongolo	70,000,000
Station de pompage d'Albertville	6,000,000
Centre météorologique	22,500,000

Route Popokabaka is a new project which should be studied by the Congolese Government as part of the Extraordinary Budget for 1964. Until it is included in the Extraordinary Budget of the Government, it cannot be considered by the Committee.

Mr. Brown concurred with Mr. Ahmed on this point.

Mr. Brown wanted to bring to the Committee's attention the case of the Boma-Matadi Road. The contractor had continued work on this road, and had incurred expenses to the value of CF 30 million without a contract. These expenses were later increased to CF 47 million. This increase of CF 47 million for a project was now a 'fait accompli'. USAID was prepared to accept it this time. However, the Committee was advised that this did not set a precedence for subsequent occasions.

The Committee agreed to allocate to the above mentioned six projects the amounts indicated from the Counterpart funds.

Mr. Simba asked why BCE Doc. No. 7: Raccordement électrique du centre d'enseignement de Kimuenza did not figure on the agenda. This project had been introduced for presentation to the Committee about one year ago, he said. i

Mr. Ahmed asked the Committee whether the project could be taken up at the current

Mr. Brown said that he was not briefed on this project, and would have to study it before expressing his views.

Mr. Simba said that if this project had been introduced to the Committee when it was actually presented it could have been implemented at the original cost, and not at a greatly increased cost as Public Works now suggested.

Mr. Ahmed promised that the project would be studied by the Committee shortly.

4. The Chairman asked Mr. Brown to outline briefly the new projects that USAID would like approved for financing under the USAID Trust Fund.

Mr. Brown mentioned first the project for Police Assistance costing CF 50,500,000. This project is presented in the document, Amendment Number 2 to USAID Doc. 1.

Continuing, Mr. Brown requested the Committee to approve the ATAF-CPI project which amounts to CF 70 million for farming instruction, and the ELS - English Language Services - for CF 2 million under which Congolese (particularly civil servants) are taught the English language. The remaining two projects which are new obligations are: Technical administration which requires CF 2,250,000 and Technical support which needed CF 4,500,000.

Mr. Brooks proposed that the Committee agree to accord CF 129,250,000 to the Trust Fund in order to finance the five projects mentioned above by Mr. Brown. However, each project should be submitted to the Committee for its individual examination - as provided for in the original document.

Mr. Tona-Masesa asked whether the projects included in the Trust Fund were not depleting the reserves of the Counterpart Funds.

Mr. Brown answered, saying that these are all projects asked for by the Congolese Government. The Government has therefore two alternatives, either to pay for them out of its own Treasury, or to solicit aid thru Counterpart Funds.

The Committee approved the allotment of CF 129,250,000 for new projects under the Trust Fund, which included the Police project for CF 50,500,000.

5. The Chairman brought before the Committee the question of providing advances to contractors which were experiencing financial difficulties.

It was envisaged that relief could be channelled through an extension in bank credits and that the Committee could undertake to guarantee these credits which would not exceed the value of the works engaged. This could be, in reality, simple discount on bills not yet presented through the intermediary of a bank.

The Committee decided that this matter should be examined, in the first instance, by the Monetary Council which could then consider it in collaboration with the banks. Any recommendations, made by the Council, and involving the Committee could be considered by the Committee Members at the next meeting.

However, it was decided by the Committee, in order to relieve the current strain experienced in many contracting firms, to pay promptly all future bills.

The meeting was adjourned at 4.30 p.m.

Government of Congo

Government of US

U. N.

OFFICE OF THE CHIEF OF
CIVILIAN OPERATIONS
ONUC

TITLE I COUNTERPART COMMITTEE

Minutes of the Seventh Meeting
Held at 2.30 p.m. on January 22, 1964

The Seventh meeting of the Title I Counterpart Committee to consider the incidence of the recent devaluation on the projects of the Public Works Section was held at 2.30 p.m. on January 22, 1964 in Conference Room 252 at the "Royal", with S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations, in the chair.

Present:

- Congolese Government : Mr. A. Succar, Director a.i.,
Bureau of Economic Coordination;
- Mr. J.P. Tona-Musesa, Assistant Director,
Bureau of Economic Coordination;
- Mr. J.P. Simba, Secretary General a.i.
Ministry of Plan;
- Mr. G. Cederwall, Ordonnateur des Finances
publiques, Ministry of Finance;
- Mr. L. Dussaiwoir, Monetary Council;
- Mr. Robert, Adviser, Ministry of Public Works.
- U. S. Government : Mr. V. Brown, Deputy Director, USAID
United States Embassy;
- Mr. A. G. MacArthur, Assistant Deputy Director,
USAID, United States Embassy.
- United Nations : Mr. S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations;
- Mr. J. R. Brooks, Deputy Chief,
Civilian Operations;
- Mr. M. Larcher, Chief Consultant,
Public Works Section of ONUC;
- Mr. M. B. Reiser, Programme Officer,
Civilian Operations.

1. Minutes of the seventh meeting:

The meeting was brought to order by Mr. Ahmed who said that the Committee had been called to consider especially the incidence on the cost of Public Works projects of the recent devaluation by the Congolese Government of the Congolese franc, a measure which was intended to help in stabilizing the economy.

The following table, prepared by Public Works and presented to the Committee indicates the status of the Counterpart indicates the status of the Counterpart accounts and the increases in costs due to devaluations.

SUMMARY TABLE

OF THE SITUATION OF COUNTERPART FUNDS

ON JANUARY 15, 1964

I. PROJECTS MANAGED BY THE CONGOLESE GOVERNMENT

CF

Total projects completed to 31 October 1963	104,245,672
Total obligations	792,480,018
Provisional readjustment on projects engaged	760,600,000
Cashed checks on projects approved, not engaged (US. AID - ENDA)	22,800,000

II. PROJECTS MANAGED BY USAID (TRUST FUND)

Readjusted obligations	403,050,000
New operations	<u>129,250,000</u>

TOTAL AMOUNT	<u>2,212,425,690</u>
--------------	----------------------

Mr. Brooks proposed that an increase of CF 760,600,000 be voted to permit the completion at the new rate of exchange of all projects managed by the Congolese Government.

After a short discussion in which it was brought out that this CF 760 million was an evaluation based on a formula and not the sum of the calculations for each project, the Committee gave its approval for the above increase of CF 760,600,000 to be allocated from the Counterpart funds.

Mr. Brown however, added that it would be necessary to have a revised estimate for individual projects, so that the USAID could request its controller to transfer to ONUC a specific amount based on such revised estimates. It was agreed by the Committee that the Ministry of Public Works will prepare such estimates for each project and send copies to all members of the Committee.

The Committee passed on to the consideration of an increase in the Trust Funds, managed by USAID.

Mr. Brooks proposed that the Committee vote to augment the Trust Fund to CF 403,050,000 to accommodate the increased cost of the projects involved. This increase would be adjusted and administered, in accordance with the rules established in the original document governing the Trust Fund. The Committee gave its approval for the increase to CF 403,050,000 in the Trust Fund projects by allocation from the Counterpart Funds.

2. Mr. Brooks proposed that all projects already approved including those contained in Programmes D and E, but not yet implemented should be suspended so that the balance of CF 217 million remaining in the Title I account may be used for those projects considered as most urgent. This proposal was accepted by the Committee.

3. Mr. Ahmed asked that the Committee approve all the projects listed on page Four of the 'ordre du jour' with the exception of Route Popokabaka.

These projects were: Port de Matadi	CF 2,500,000
Port de Boma	2,000,000
Achèvement route Boma-Matadi	47,000,000
Pont de Kongolo	70,000,000
Station de pompage d'Albertville	6,000,000
Centre météorologique	22,500,000

Route Popokabaka is a new project which should be studied by the Congolese Government as part of the Extraordinary Budget for 1964. Until it is included in the Extraordinary Budget of the Government, it cannot be considered by the Committee.

Mr. Brown concurred with Mr. Ahmed on this point.

Mr. Brown wanted to bring to the Committee's attention the case of the Boma-Matadi Road. The contractor had continued work on this road, and had incurred expenses to the value of CF 30 million without a contract. These expenses were later increased to CF 47 million. This increase of CF 47 million for a project was now a 'fait accompli'. USAID was prepared to accept it this time. However, the Committee was advised that this did not set a precedence for subsequent occasions.

The Committee agreed to allocate to the above mentioned six projects the amounts indicated from the Counterpart funds.

Mr. Simba asked why BCE Doc. No. 7: Raccordement électrique du centre d'enseignement de Kimuenza did not figure on the agenda. This project had been introduced for presentation to the Committee about one year ago, he said. i

Mr. Ahmed asked the Committee whether the project could be taken up at the current

Mr. Brown said that he was not briefed on this project, and would have to study it before expressing his views.

Mr. Simba said that if this project had been introduced to the Committee when it was actually presented it could have been implemented at the original cost, and not at a greatly increased cost as Public Works now suggested.

Mr. Ahmed promised that the project would be studied by the Committee shortly.

4. The Chairman asked Mr. Brown to outline briefly the new projects that USAID would like approved for financing under the USAID Trust Fund.

Mr. Brown mentioned first the project for Police Assistance costing CF 50,500,000. This project is presented in the document, Amendment Number 2 to USAID Doc. 1.

Continuing, Mr. Brown requested the Committee to approve the ATAF-CPI project which amounts to CF 70 million for farming instruction, and the ELS - English Language Services - for CF 2 million under which Congolese (particularly civil servants) are taught the English language. The remaining two projects which are new obligations are. Technical administration which requires CF 2,250,000 and Technical support which needed CF 4,500,000.

Mr. Brooks proposed that the Committee agree to accord CF 129,250,000 to the Trust Fund in order to finance the five projects mentioned above by Mr. Brown. However, each project should be submitted to the Committee for its individual examination - as provided for in the original document.

Mr. Tona-Masesa asked whether the projects included in the Trust Fund were not depleting the reserves of the Counterpart Funds.

Mr. Brown answered, saying that these are all projects asked for by the Congolese Government. The Government has therefore two alternatives, either to pay for them out of its own Treasury, or to solicit aid thru Counterpart Funds.

The Committee approved the allotment of CF 129,250,000 for new projects under the Trust Fund, which included the Police project for CF 50,500,000.

5. The Chairman brought before the Committee the question of providing advances to contractors which were experiencing financial difficulties.

It was envisaged that relief could be channelled through an extension in bank credits and that the Committee could undertake to guarantee these credits which would not exceed the value of the works engaged. This could be, in reality, simple discount on bills not yet presented through the intermediary of a bank.

The Committee decided that this matter should be examined, in the first instance, by the Monetary Council which could then consider it in collaboration with the banks. Any recommendations, made by the Council, and involving the Committee could be considered by the Committee Members at the next meeting.

However, it was decided by the Committee, in order to relieve the current strain experienced in many contracting firms, to pay promptly all future bills.

The meeting was adjourned at 4.30 p.m.

Government of Congo

Government of US

U. N.